

**Inventaire pour la validation des Projets et Plans d'Actions****Version 01<sup>1</sup>**

<b>Optimisation énergétique</b>	
Version du document	2
Date	11.03.2015

**Opinion de Validation**

La validation a été réalisée dans la période du 9 février 2015 aux 11 mars 2015 en base des exigences et spécifications du programme CO<sub>2</sub> genevois 2014 – 2015 et du Manuel de Validation et de Vérification du programme CO<sub>2</sub> genevois.

Les divers documents analysés incluaient principalement les méthodologies et les notes de projets spécifiques au programme. L'analyse s'est réalisée suite à l'inventaire et les questions définies dans le Manuel de Validation et de Vérification. Les questions relevées lors de la validation ont été envoyées au responsable de projet par écrit et ont été discutées lors d'une réunion spécifique du 20 février 2015. Les réponses écrites et les discussions menées lors de la réunion ont permis de clarifier toutes les questions.

L'analyse résulte dans une **opinion favorable** sur le programme **Optimisation énergétique** et confirme qu'il est conforme aux exigences et spécifications du programme CO<sub>2</sub> genevois 2014 – 2015.

Ernst Basler + Partner (EBP), étant le Validateur, confirme qu'il est indépendant du responsable de projet ainsi que des projets impliqués dans le programme.

Les informations utilisées par EBP durant la validation proviennent du requérant ou de sources d'informations qui sont jugées fiables par EBP. EBP ne peut pas être tenu responsable pour la précision, l'exactitude, la complétude, l'actualité ou la pertinence des informations utilisées. Par conséquent, EBP rejette toute responsabilité pour des erreurs ainsi que ses conséquences directes ou indirectes liés aux informations soumises, les produits élaborés, les conclusions tirées ainsi que les recommandations formulées.



<sup>1</sup> Cet inventaire est inspiré de la Checklist pour la Validation publiée par les Offices fédéraux de l'énergie et de l'environnement dans le cadre des Projets de réduction des émissions réalisés en Suisse.

**Partie 1 : Inventaire**

<b>1. Formalités</b>		<b>Exact</b>	<b>Pas exact</b>
1.1	La proposition de Projet ou de Plan d'Actons est remise au moyen de la version actuelle des documents disponible sur le site <a href="http://www.eco21.ch">www.eco21.ch</a> .	x	
1.2	La proposition de Projet ou de Plan d'Actons et les documents de référence sont complets et cohérents.	x	DCL 1
1.3	Le requérant est identifié de manière complète.	x	

<b>2. Conditions-cadres</b>			
<b>2.1</b>	<b>Description technique du Projet ou du PA</b>	<b>Exact</b>	<b>Pas exact</b>
2.1.1	Le type de projet ne correspond pas à un type de projet exclu.	x	
2.1.2	La technologie utilisée correspond à l'état de la technique actuelle.	x	DCL 2
2.1.3	Le projet n'a pas d'effets secondaires négatifs sur le plan écologique, social ou économique.	x	
<b>2.2</b>	<b>Délimitation par rapport à d'autres instruments et mesures</b>	<b>Exact</b>	<b>Pas exact</b>
2.2.1	Les réductions d'émissions attendues ne seront pas imputées à une entreprise exemptée de la taxe sur le CO <sub>2</sub> .	x	DCL 3
2.2.2	Vérifier que les réductions ne sont pas déclarée à un organisme qui soutient ce type de programme tel Klik ou la Confédération.	x	DCL 6
<b>2.3</b>	<b>Postériorité</b>	<b>Exact</b>	<b>Pas exact</b>
2.3.1	Le Projet ou Plan d'Actions n'est pas déjà mis en œuvre ou si tel est le cas, celui-ci a été annoncé à l'autorité régulatrice.	x	DCL 4
<b>2.4</b>	<b>Durée de Projet ou d'Actions / Période de créditation</b>	<b>Exact</b>	<b>Pas exact</b>
2.4.1	La durée de Projet ou des Actions incluses dans le PA et la période de créditation correspondent au contenu de la méthodologie choisie ou à une valeur admise par le comité technique.	x	

<b>3. Détermination des réductions d'émission</b>			
<b>3.1</b>	<b>Marges de fonctionnement du système et sources d'émission</b>	<b>Exact</b>	<b>Pas exact</b>
3.1.1	Les réductions d'émissions sont réalisées sur le territoire du canton de Genève.	x	
3.1.2	Toutes les émissions directes sont incluses.	x	
3.1.3	Toutes les fuites d'émissions ont été identifiées.	x	
<b>3.2</b>	<b>Facteurs d'influence</b>	<b>Exact</b>	<b>Pas exact</b>
3.2.1	Tous les facteurs d'influence importants sont identifiés et décrits.	x	
<b>3.3</b>	<b>Méthodologies</b>	<b>Exact</b>	<b>Pas exact</b>



3. Détermination des réductions d'émission			
3.3.1	La ou les méthodologies utilisées sont cohérentes avec le ou les types de Projet ou d'Actions.	x	
3.4	<b>Réductions d'émissions attendues</b>	<b>Exact</b>	<b>Pas exact</b>
3.4.1	Soit la méthode de calcul est le Modenha ou si ce n'est pas le cas, le choix de la méthode est argumenté	x	
3.4.2	Les réductions d'émissions attendues sont calculées de manière correcte.	x	DCL 1, DCL 5
3.4.3	Dans le cas du cumul des réductions d'émission sur la première année de mise en œuvre du Projet ou de l'Action, le facteur d'actualisation a été appliqué de manière correcte.	x	DCL 1

4. Additionnalité			
4.1	<b>Test de l'additionnalité réglementaire et légale</b>	<b>Exact</b>	<b>Pas exact</b>
4.1.1	Le Projet ou Plan d'Actions n'est pas rendu obligatoire par une loi, un règlement ou tout autre acte législatif.	x	
4.2	<b>Analyse des barrières</b>	<b>Exact</b>	<b>Pas exact</b>
4.2.1	Le Projet ou le Plan d'Actions répond à au moins l'un des trois types de barrières.	x	
4.2.2	La ou les barrières invoquées sont argumentées de façon plausible et claire.	x	
4.3	<b>Analyse de la pratique courante</b>	<b>Exact</b>	<b>Pas exact</b>
4.3.1	Le projet ne correspond pas à la pratique courante ou permet d'accélérer significativement le déploiement d'une technologie.	x	

5	<b>Aides financières et répartition de leurs effets</b>	<b>Exact</b>	<b>Pas exact</b>
5.1	Les aides financières sont prises en compte dans la démonstration de l'additionnalité.	n.a.	
5.2	La répartition des effets des aides financières est définie de manière correcte et évite une double comptabilité des réductions d'émission.	n.a.	

## Partie 2 : Liste des questions

### Demande de clarification (DCL)

DCL 1		Liquidé	x
1.2	La proposition de Projet ou de Plan d'Actons et les documents de référence sont complets et cohérents.		
3.4.2	La formule de calcul et le calcul de l'évolution de référence sont complets et corrects.		
3.6.1	Les réductions d'émissions attendues sont calculées de manière correcte.		
3.6.2	Dans le cas du cumul des réductions d'émission sur la première année de mise en œuvre du Projet ou de l'Action, le facteur d'actualisation a été appliqué de manière correcte.		
<b>Question</b> Veuillez, svp, fournir le document de calcul pour les réductions d'émissions estimées. Cela nous permet de vérifier les calculs respectifs.			
<b>Réponse du requérant</b> Voir les réponses dans le document des questions générales (DCL – G 1).			
<b>Conclusion du validateur</b> Voir les réponses dans le document des questions générales (DCL – G 1) : La méthodologie est bien décrite. Il était accordé lors de la séance de travail avec le responsable du PA de vérifier les calculs lors de la vérification (voir section Réductions d'émissions obtenues des questions de vérification).			

DCL 2		Liquidé	x
2.1.2	La technologie utilisée correspond à l'état de la technique actuelle.		
Question Est-ce-que les appareilles que vont être installés correspond à l'état de la technique actuelle ?			
Réponse du requérant Voir les réponses dans le document des questions générales (DCL – G 2).			
Conclusion du validateur Voir les réponses dans le document des questions générales (DCL – G 2) : Le responsable de projet confirme le PA met en œuvre les techniques les plus efficientes actuelles.			

DCL 3		Liquidé	x
2.2.1	Les réductions d'émissions attendues ne seront pas imputées à une entreprise exemptée de la taxe sur le CO <sub>2</sub> .		
Question Comment va être vérifié que les entreprises qui participent au plan d'action ne sont pas exemptées par la taxe sur le CO <sub>2</sub> ?			



**Réponse du requérant**

Les clients sont majoritairement issus du domaine locatif et ne sont pas des grands consommateurs, ils ne peuvent demander l'exemption de la taxe ou une des autres variantes proposée dans le cadre de la loi sur l'énergie cantonale. Dans de rares cas, si la chaufferie a une consommation thermique supérieure à 5GWh (cf. L 230, Art. 6, Al. 14, [https://www.geneve.ch/legislation/rsg/f/s/rsg\\_L2\\_30.html](https://www.geneve.ch/legislation/rsg/f/s/rsg_L2_30.html)), les gains CO<sub>2</sub> ne sont pas comptabilisés. En conclusion, la consommation thermique du site détermine la participation, ou non, du Client dans le PA.

**Conclusion du validateur**

Dans de PA seulement des consommateurs de grande taille (plus de 5 GWh) pourraient potentiellement être exemptés de la taxe CO<sub>2</sub>. Ces cas spécifiques (qui sont très rares) sont évalués séparément et s'ils sont exemptés, les réductions d'émission de CO<sub>2</sub> ne sont pas comptabilisées. Comme ce sont des cas très rares et connus, ces derniers peuvent être identifiés rapidement. Voir aussi les réponses dans le document des questions générales (DCL – G 3).

DCL 4		Liquidé	x
2.3.1	Le Projet ou Plan d'Actions n'est pas déjà mis en œuvre ou si tel est le cas, celui-ci a été annoncé à l'autorité régulatrice.		
<p>Question</p> <p>Le Plan d'Action est opératif depuis Janvier 2014. Veuillez, svp, fournir l'annonce à l'autorité régulatrice respective.</p>			
<p>Réponse du requérant</p> <p>Voir les réponses dans le document des questions générales (DCL – G 4).</p>			
<p>Conclusion du validateur</p> <p>Voir les réponses dans le document des questions générales (DCL – G 4) : Comme il s'agit d'une situation particulière de ces PA/Projet, ces derniers ont été annoncés à l'autorité régulatrice (OCEN). Il existe un contact direct avec l'OCEN dans le développement de ces PA/Projet. Ce point est alors rempli.</p>			

DCL 5		Liquidé	x
3.4.4	Les hypothèses de calcul des émissions attendues pour le projet sont prudentes et prennent en compte tous les facteurs d'incertitude importants.		
<p>Question</p> <p>Comment est assuré que les habitants ne manipulent pas les réglages effectués suite au PA ? Est-ce cette incertitude est pris en compte dans le facteur d'actualisation ?</p>			
<p>Réponse du requérant</p> <p>Les habitants (généralement les locataires) n'ont pas accès aux régulations de la chaufferie qui sont dans les locaux fermés par une clé SI. De plus les chauffagistes passent toutes les 2 semaines dans la chaufferie et notifient tous les réglages effectuées, cela pendant toute la durée des contrats. Donc si un habitant venait à modifier les réglages, les chauffagistes les verront (au pire des cas, au bout de 2 semaines) et la régie, ou le propriétaire pourrait porter plainte contre le locataire. Ce point n'a donc aucun effet.</p>			
<p>Conclusion du validateur</p> <p>OK, les explications sont compréhensibles et garantissent que des manipulations ne soient pas faites ou rapidement détectés.</p>			

<b>DCL 6</b>		<b>Liquidé</b>	x
5.2	La répartition des effets des aides financières est définie de manière correcte et évite		

	une double comptabilité des réductions d'émission.
<b>Question</b> Veuillez expliquer comment est garantie qu'il n'y ait pas de double comptabilité des réductions avec autres programmes.	
<b>Réponse du requérant</b> A ce jour, il n'existe aucun autre programme d'optimisation qui valorise les gains CO <sub>2</sub> .  Dans les contrats qui sont signés avec les clients (propriétaires immobiliers ou régie), nous nous assurons qu'il n'y a pas de double comptabilité par l'article 2.2.c. des Conditions Générales qui stipule que : « le Client ne doit pas avoir valorisé, dans un autre programme ou de quelque manière que ce soit, les économies d'équivalent CO <sub>2</sub> en rapport avec le Bâtiment. ».	
<b>Conclusion du validateur</b> OK.	